

Archives

Chômage

vendredi 22 janvier 2016

Le roi est nu. Il ne s'agit pas seulement de François Hollande, mais de cette hydre, composée de multiples réseaux et dont on ne parvient pas à trouver la tête, qu'est devenue la France. Après ses vœux, le président de la République vient de débaler, ce 18 janvier, son « plan de la dernière chance », qui détaille ses mesures d'urgence englobant formation, apprentissage et aides aux PME. Il se situe dans la droite ligne des efforts précédents, venus de gauche comme de droite, qui tous ont échoué.

Le chiffre réel du chômage n'est pas celui du ministère du Travail, qui affiche les 3,55 millions de la catégorie A (en recherche d'emploi, sans activité au cours du dernier mois), mais celui de la somme des catégories A,B,C,D et E des inscrits au Pôle emploi, qui s'élève à 6,59 millions, départements d'outre-mer inclus ! Plus marquant encore est le taux d'emploi par rapport à la population en âge de travailler, qui atteint seulement 64,2 %, bien moins qu'en Allemagne, en Suisse ou même au Royaume-Uni.

Il ne faut pas dès lors s'étonner du rejet et du pessimisme des Français : 88 %, selon les résultats de l'enquête du CEVIPOF de Science-Po, publiée dans *Le Journal du dimanche*, pensent que les personnalités politiques ne se préoccupent pas de leur avis, une majorité exprime sa défiance vis-à-vis de tous les élus, à l'exception du maire de leur commune, et 67 % pensent que notre démocratie « ne fonctionne pas très bien » et « n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays ». Enfin, 65 % des sondés sont convaincus que les jeunes ont « moins de chances de réussir que leurs parents [dans] la société de demain ». Dans cette société « verrouillée par les élites », l'Europe, présentée comme le dernier projet collectif pouvant rassembler depuis la présidence de François Mitterrand, s'est avérée une foire aux ambitions et un relais des lobbys et des oligarchies financières.

Alors, face à cette tempête, le plan de François Hollande n'est qu'une tambouille de vieilles recettes visant à améliorer les statistiques, en faisant passer autant de chômeurs que possible de la catégorie A à la catégorie D, moins exposée aux analyses (chômeurs ne recherchant pas d'emploi car se trouvant en formation ou en stage). Les 500 000 formations complémentaires en faveur des demandeurs d'emplois en incluent de fait 150 000 déjà programmées, alors que la Fédération de la formation professionnelle assure qu'elle ne peut en dispenser que 150 000 ! Restent donc 200 000 qu'on s'efforcera de « parquer », comme l'a dit un responsable de l'Élysée. Par ailleurs, la mise en place du compte personnel de formation (CPF) désoriente les salariés, incapables de faire valoir leurs demandes, ce qui accroît les difficultés de tout le système.

Quant à la relance de l'apprentissage, visant à faire rentrer 500 000 jeunes dans des dispositifs de ce type en 2017, on voit mal comment cela serait possible. Non seulement la situation est mauvaise pour ceux qui devraient embaucher ces apprentis, mais ils jugent que les diplômés ne sont pas en rapport avec les besoins de leurs entreprises, dont les jeunes « méconnaissent les fondamentaux ».

Enfin, les PME ne paieront plus du tout de cotisations pour les personnes embauchées à un niveau de salaire proche du SMIC. Ce qui n'arrange en rien les difficultés de ces entreprises, qui ont

surtout besoin de commandes, et accroît l'effet de trappe à bas salaires.

Les contrats de génération, puis les contrats d'avenir, puis les mesures Valls d'aide à l'embauche du premier salarié, n'auront été hier que des miettes, auxquelles on en ajoute d'autres aujourd'hui.

En attendant, la sherpa économique de Hollande et le dirigeant de l'Agence des participations de l'État filent tous deux vers le privé, si lucratif au sommet, tandis que l'économie pour tous s'adapte au virtuel et à l'ubérisation.

Traitons au contraire les causes profondes du chômage en combattant ceux qui l'imposent !
